

**Fiche 1 : Objet et obligations générales (art. 1er à 4)**

	<b>Liste des points établis par le Comité</b>	<b>Rapport officiel de la Belgique</b>	<b>Remarques du BDF</b>
	<p><u>Question 1 :</u></p> <p><u>Indiquer les mesures concrètes prises par l'État partie depuis l'examen de son rapport initial pour :</u></p>		
F1 Q1 a)	<p>a) <u>Mettre sa législation nationale en conformité avec toutes les obligations</u> qui lui incombent au titre de la Convention, et ce aux niveaux fédéral, régional et communautaire, en assurant une coopération étroite entre ces niveaux ;</p>	<p>a) Compte tenu de la répartition des compétences, les adaptations de la législation pour se conformer aux obligations découlant de la Convention sont effectuées aux différents niveaux de pouvoir. Chaque entité suit sa propre méthodologie pour piloter et coordonner ces ajustements (voir question 2). La coopération interfédérale sur l'implémentation de la Convention s'effectue au niveau administratif entre les points focaux avec le soutien du mécanisme de coordination (voir question 31).</p>	
F1 Q1 b)	<p>b) Veiller à ce que le cadre réglementaire concernant les personnes handicapées soit <u>conforme à l'approche du handicap</u> fondée sur les droits de l'homme consacrée par la Convention et à ce qu'il soit appliqué dans le respect de cette démarche ;</p>	<p>b) Voir c) pour le concept de handicap fondé sur les Droits de l'Homme.</p> <p>La <u>Communauté flamande</u> a adopté le Décret sur le financement personnel<sup>1</sup> (voir question 18) et s'est doté d'une législation sur l'éducation (voir question 22) pour promouvoir l'autonomie et l'indépendance des personnes handicapées.</p>	

		<p>La <u>Région flamande</u> a apporté des modifications au décret sur l'emploi (voir question 25). A Bruxelles, la <u>Commission communautaire française (COCOF)</u> a renforcé l'inclusion des personnes handicapées dans sa législation.<sup>2</sup></p> <p>La <u>Communauté germanophone</u> a adapté sa législation et la pratique d'accompagnement en faveur des personnes handicapées (voir c).<sup>3</sup></p>	
F1 Q1 c)	<p>c) Faire en sorte que les <u>notions de handicap aux niveaux fédéral, régional et communautaire soient cohérentes</u> et à ce qu'elles <u>ne donnent pas lieu à une inégalité d'accès</u> aux droits et aux services dans l'État partie.</p>	<p>c) Concernant la cohérence entre les notions de handicap, il n'existe actuellement pas d'initiatives ciblées visant à harmoniser le concept de handicap entre les différents niveaux de pouvoir. Toutefois, les définitions figurant dans les nouvelles législations sont cohérentes et partent d'un modèle des Droits de l'Homme.<sup>4</sup> En outre, des mesures ont été prises pour adapter les notions existantes de handicap pour l'octroi des allocations et d'autres aides sociales.</p> <p>Au <u>niveau fédéral</u>, une mission de recherche a été confiée à différentes universités pour proposer un nouvel instrument d'évaluation pour l'allocation d'intégration pour les personnes handicapées. Ce nouvel instrument a été développé et présenté en 2019. Il s'appuie sur les concepts de la 'Classification Internationale du Fonctionnement', s'éloignera d'un modèle médical et accordera plus de poids à la participation à la vie sociale.<sup>5</sup></p> <p>En <u>Communauté germanophone</u>, l'Office pour une Vie Autodéterminée (DSL) utilise depuis 2019 entre autres les instruments d'indication Classification internationale du fonctionnement et BelRai afin d'évaluer les besoins de soutien</p>	<p>Avis CSNPH 2019/07 Demande d'une révision générale de la loi</p>

		des personnes. Ceux-ci prennent en compte des critères autres que les critères médicaux. Dans le cadre de la prochaine phase d'implémentation du Concept de Développement Régional, il est aussi prévu de poursuivre l'adaptation et la réactualisation de la législation sociale afin qu'elle soit conforme au modèle des Droits de l'Homme et que les offres de soutien puissent répondre aux besoins exprimés par les personnes handicapées.	
--	--	---	--

F1 Q2	<p><u>Question 2 :</u></p> <p><u>Donner des renseignements sur les plans ou stratégies nationaux expressément axés sur les droits des personnes handicapées et sur ceux dans lesquels la question du handicap a été intégrée.</u></p>	<p>Des plans et stratégies axés sur les droits des personnes handicapées ont été élaborés aux différents niveaux de pouvoir.</p> <p>Au <u>niveau fédéral</u>, le plan d'action fédéral handicap, adopté en 2016, comprend deux volets. Pour le volet 'handistreaming: actions et objectifs transversaux' les différents Ministres et Secrétaires d'Etat s'engagent à intégrer la dimension handicap chaque année dans au moins deux politiques de leur note de politique générale. L'intégration de la dimension handicap dans ces mesures a fait l'objet d'un rapport au Conseil des ministres. L'objectif est d'examiner l'impact que la mesure politique concernée pourrait avoir sur les personnes handicapées et de créer un réflexe d'intégration du handicap dans les différents domaines de compétence. Le deuxième volet 'mesures et objectifs spécifiques' a pour objectif de faire le suivi des recommandations du Comité de l'ONU en tenant compte des observations et avis de la société civile et du mécanisme indépendant.</p> <p>Le <u>Gouvernement flamand</u> utilise la méthode ouverte de coordination pour l'intégration du handicap (et du genre) dans les différents domaines de compétences et secteurs. Cette méthode est ancrée dans la politique d'égalité des chances par décret,<sup>6</sup> ce qui signifie que la responsabilité n'incombe pas seulement au ministre de l'égalité des chances, mais à tous les membres du gouvernement. Au début de chaque nouvelle législature, le gouvernement, en étroite consultation avec la société civile, établit un cadre commun d'objectifs, qui sont</p>	
-------	---	--	--

		<p>ensuite traduits en deux cycles en plans d'action pour la mise en œuvre de ces objectifs. Cela est reflété dans les plans stratégiques horizontaux en matière d'égalité des chances. Ils donnent un aperçu des ambitions et des actions qui rapprocheront la mise en œuvre du traité.<sup>7</sup> Pour la législature 2015-19, l'accent a été mis, entre autres, sur les objectifs relatifs à l'imagerie, à la collecte et au suivi des données, à l'accessibilité et à la participation.</p> <p>En <u>Région wallonne</u>, un rapport triennal est rédigé par l'AVIQ sur l'application de 'handistreaming' dans le chef des organismes d'intérêt publics wallons. Le premier rapport souligne que ce décret 'participe au changement des mentalités et au renforcement transversal des politiques publiques'. Le handistreaming est inscrit dans la déclaration de politique régionale pour l'actuelle législature.</p> <p>À Bruxelles, la 'Charte Handistreaming'<sup>8</sup> a été adoptée en 2015 par la <u>Région de Bruxelles-Capitale</u>, la <u>Commission communautaire commune</u> (COCOM) et la <u>COCOF</u>. Cette charte implique que chaque ministre doit accorder une attention spécifique aux droits des personnes handicapées dans le cadre de ses compétences. Elle a été légalement ancrée dans la législation des trois entités fédérées bruxelloises.<sup>9</sup> A la COCOF, le handistreaming s'est mis en place prioritairement au niveau des actions de Bruxelles-Formation par l'agrément de plusieurs services d'appui spécifiques. En outre, dans le cadre de la stratégie de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'intégration du handicap dans les différents domaines, equal.brussels et le Collectif Accessibilité Wallonie-Bruxelles</p>	
--	--	---	--

		<p>(CAWaB) ont accompagné en 2018-2019 la mise en œuvre de huit projets pilotes.<sup>10</sup></p> <p>En <u>Communauté germanophone</u>, le plan d'action 'DG Inklusiv 2025' a été adopté par le DSL en 2015 en vue de la mise en œuvre de la Convention pour donner suite à la recommandation § 6. Ce plan peut servir de fil conducteur pour la mise en place d'actions favorisant de l'inclusion des personnes handicapées.</p>	
--	--	---	--

F1 Q3	<p><u>Question 3 :</u></p> <p><u>Fournir des renseignements sur les mesures prises pour garantir la participation pleine et effective des personnes handicapées, par l'intermédiaire des organisations qui les représentent, à tous les stades de l'élaboration, de l'application et de l'examen de l'ensemble des textes de loi et politiques relatifs au handicap, ainsi qu'à d'autres processus directeurs et décisionnels, aux niveaux fédéral, régional et communautaire.</u></p>	<p>Au <u>niveau fédéral</u>, la participation des personnes handicapées à l'élaboration, l'application et l'examen des textes de loi et politiques relatifs au handicap se fait principalement par le biais de conseils et de contacts avec le Conseil Supérieur National des Personnes Handicapées (CSNPH). Il est chargé de l'examen de toutes les matières qui sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la vie des personnes handicapées. Les membres du gouvernement et les administrations peuvent demander des avis sur les propositions, et le Conseil donne également des avis de sa propre initiative. Cet avis est obligatoire pour des propositions liés aux allocations aux personnes handicapées. Le mécanisme de coordination soutient le CSNPH en diffusant davantage ses conseils à toutes les administrations concernées.</p> <p>Au niveau de la <u>Communauté et Région flamandes</u>, il existe une tradition de participation politique des personnes handicapées au niveau sectoriel, avec une représentation dans divers groupes de travail et comités.<sup>11</sup> Le Cadre d'objectifs (2015-2019) de la politique transversale d'égalité des chances stipule que la participation des personnes handicapées doit être renforcée, à commencer par les politiques. L'agence accessibilité 'Inter' a développé des initiatives pour augmenter la participation des experts du vécu.<sup>12</sup> En outre, le gouvernement flamand subventionne de nombreuses organisations de personnes handicapées facilitant la participation de ces personnes à la politique par toutes sortes</p>	<p>La demande d'avis n'est obligatoire que pour la loi de 87.</p> <p>Le Ministre n'est pas obligé de suivre l'avis. S'il ne le suit pas, il n'est pas obligé de se justifier.</p> <p>+ Avis 2020-10 du CSNPH</p>
-------	--	---	--

		<p>d'interventions directes et indirectes, y inclus GRIP<sup>13</sup> et 'Onze Nieuwe Toekomst'.<sup>14</sup></p> <p>En <u>Communauté française</u>, le décret du 30/01/2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif<sup>15</sup> et le décret du 30/06/2016 relatif à l'enseignement de promotion sociale<sup>16</sup> prévoient la participation d'organisations représentatives des personnes handicapées au sein de Commissions dédiées à ce type d'enseignement.</p> <p>En <u>Région wallonne</u>, la participation des personnes handicapées au sein du Conseil de Stratégie et de Prospective<sup>17</sup> est prévue via un groupe non permanent d'experts.<sup>18</sup> Dans l'attente de l'adoption de l'arrêté d'application, la participation des personnes handicapées est assurée au sein du collège du Conseil par 2 membres désignés par le Comité de branche Handicap.<sup>19</sup></p> <p>Pour la <u>Région de Bruxelles-Capitale</u>, le nouveau Conseil bruxellois des personnes handicapées s'implique dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des législations. Le Conseil a pour mission de formuler des avis et recommandations sur toute question relative à l'inclusion des personnes handicapées en Région de Bruxelles-Capitale et de suivre cette thématique également à d'autres niveaux de pouvoir, et pour autant qu'un impact existe pour la Région de Bruxelles-Capitale.</p> <p>A la <u>COCOF</u>, depuis 2017,<sup>20</sup> tous les textes réglementaires adoptés par le Collège sont examinés sous l'angle du handistreaming.<sup>21</sup> Un groupe de coordination chargé d'assurer la mise en œuvre du décret Handistreaming soumet au Conseil consultatif les projets de plan, de</p>	
--	--	--	--



		rapport intermédiaire et de rapport de fin de législature. <sup>22</sup>	
--	--	--	--

F1 Q4	<p><u>Question 4</u></p> <p><u>Donner des renseignements sur les mesures concrètes prises pour créer des conseils consultatifs aux niveaux fédéral, régional et communautaire et les doter de ressources suffisantes</u></p>	<p>Pour la <u>Communauté et la Région flamandes</u>, les réflexions sur un 'Conseil consultatif flamand des personnes handicapées' pour obtenir la pleine participation aux politiques ont été lancées en 2018 sous l'impulsion d'un collectif de plus de vingt organisations de personnes handicapées qui ont élaboré les grandes lignes du conseil 'nothing about us, without us' comme base d'un tel organe consultatif. L'objectif était la participation maximale de l'ensemble des acteurs de terrain sur le handicap ainsi que la participation de ceux qui ne sont pas représentés dans la société civile classique. Un budget de 700 000€ est prévu pour la mise en œuvre du projet pilote. Une évaluation du projet est prévue en 2020 en fonction d'une consolidation décrétable éventuelle.</p> <p>En <u>Région wallonne</u>, les personnes handicapées et les organisations qui les représentent sont associées à leur(s) politique(s) et représentées de manière structurelle, via la 'Commission wallonne des personnes handicapées'. Avec la création de l'AVIQ par décret le 01/01/2016, il a été prévu que la fonction consultative soit assurée au travers d'un organe de l'Agence qui remplacera à terme la Commission wallonne des personnes handicapées.<sup>23</sup></p> <p>En <u>Région de Bruxelles-Capitale</u>, le Conseil bruxellois des personnes handicapées a été créé en 2018.<sup>24</sup> Il est composé de membres des autres conseils consultatifs des entités communautaires de la Région de Bruxelles-Capitale, de cinq experts en matière d'handistreaming issus de la société civile, et</p>	
-------	--	--	--

		<p>d'un représentant d'Unia. Le Conseil est un organisme indépendant qui dispose d'un budget séparé (30.000€ pour 2019).</p> <p>A la <u>COCOM</u>, la fonction consultative a été intégrée au sein d'Iriscare.<sup>25</sup> La Commission 'Personnes handicapées' siège en composition adaptée et est alors composée, outre des organisations représentatives des prestataires du secteur et des organismes assureurs, d'associations représentatives des personnes handicapées, qui désignent leurs représentants, et/ou des représentants des usagers.</p> <p>Le gouvernement de la <u>Communauté germanophone</u> s'est engagé à soutenir la société civile dans la création d'un conseil consultatif disposant d'une personnalité juridique, y inclus à mettre à disposition des moyens financiers adéquats dès que les organisations représentatives se seront accordées sur les statuts, les buts et le fonctionnement du conseil.</p>	
--	--	--	--

<sup>1</sup> Décret du 25 avril 2014 relatif au financement personnalisé des personnes handicapées et à la réforme des modes de financement des soins et de l'accompagnement des personnes handicapées.

<sup>2</sup> Voir Décret du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée et ses arrêtés d'application.

<sup>3</sup> Décret du 13 décembre 2016 portant création d'un Office de la Communauté germanophone pour une vie autodéterminée

<sup>4</sup> - Région de Bruxelles-Capitale : L'ordonnance du 8 décembre 2016 portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale : « les personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres »

- COCOM : L'ordonnance du 23 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune : « les personnes qui présentent des incapacités physiques, mentales, intellectuelles ou sensorielles durables dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à leur pleine et effective participation à la société sur la base de l'égalité avec les autres »

---

- COCOF : Décret du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée : « personne qui présente une ou plusieurs incapacités résultant d'une déficience physique, sensorielle, mentale, cognitive durable dont l'interaction avec diverses barrières peut faire obstacle à sa pleine et effective participation à la société sur base de l'égalité avec les autres »

<sup>5</sup> Elaboration d'un instrument d'évaluation des besoins de soutien dans les situations de handicap : <https://hiva.kuleuven.be/nl/nieuws/nieuwsitems/Ontwikkeling-instrument-evaluatie-ondersteuningsbehoeften-handicapsituaties#français>

<sup>6</sup> Décret du 10 juillet 2008 contenant un cadre pour la politique flamande de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement

<sup>7</sup> Les plans horizontaux de politique d'égalité des chances de la législature précédente (2015-19) peuvent être consultés sur le site web de la politique flamande d'égalité des chances : [www.gelijkekansen.be/wie-werkt-mee/binnen-de-vlaamse-overheid/doelstellingenkader](http://www.gelijkekansen.be/wie-werkt-mee/binnen-de-vlaamse-overheid/doelstellingenkader) (nl)

<sup>8</sup> Disponible sur le site web de equal.brussels : <http://equal.brussels/charte-handistreaming>

<sup>9</sup> Ordonnance du 8 décembre 2016 portant sur l'intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale ; Ordonnance du 23 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire commune ; **Décret du 15 décembre 2016 de la Commission communautaire française portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française.**

<sup>10</sup> Il y a un projet par membre du gouvernement. Plus d'information, voir la brochure 'Comment mettre en place une politique handistreaming au sein de mon cabinet, dans mon administration ?', avril 2019 : [https://cawab.be/IMG/pdf/brochure\\_handistreaming\\_fr.pdf](https://cawab.be/IMG/pdf/brochure_handistreaming_fr.pdf)

<sup>11</sup> Au sein de la VAPH, la participation des personnes handicapées/utilisateurs se fait par le biais des organes consultatifs dans lesquels les organisations d'utilisateurs reconnues sont représentées.

Le décret fondateur de l'Inter prévoit également la participation structurelle des personnes handicapées à son fonctionnement. Grâce à la création du VLOT (Plate-forme de consultation flamande sur l'accessibilité), Inter intègre l'expertise des utilisateurs et stimule l'interaction entre les utilisateurs, les professionnels et les décideurs politiques.

Dans le domaine de la politique du travail, la participation à la politique est garantie par décret par le biais de la Consultation des utilisateurs handicapés et de l'emploi (GOHA) qui représente les personnes handicapées et les maladies chroniques au sein du Comité de la diversité de la SERV.

Au sein de l'enseignement, des accords de gestion sont conclus avec les organisations faitières des associations de parents (entre autres les parents d'élèves handicapés) et il existe une représentation limitée des groupes de parents et d'intérêts au sein du Conseil flamand de l'enseignement. On étudie actuellement la manière dont la participation politique à l'éducation peut être renforcée par le décret d'intégration d'une plateforme de consultation sur le handicap et l'éducation.

<sup>12</sup> Par exemple, un cadre de référence pour une politique municipale globale et intégrée en matière d'accessibilité, dans lequel la participation d'experts expérimentés et de conseils consultatifs locaux pour les personnes handicapées est un point de départ important. La traduction locale de l'IVRPH est l'un des facteurs de la section politique et stratégie. Dans le mémorandum 'samenwerken aan een toegankelijke gemeente' (Travailler ensemble pour une municipalité accessible) distribué par Inter dans le cadre des élections municipales, 'Impliquer les experts par l'expérience' était également une ligne directrice claire.

<sup>13</sup> L'asbl GRIP est une organisation de défense des droits fondamentaux des et pour les personnes handicapées en Flandre.

<sup>14</sup> L'asbl Onze Nieuwe Toekomst (ONT), dans lequel des investissements sont réalisés dans le cadre de projets, se concentre sur la participation politique des personnes handicapées mentales.

<sup>15</sup> Voir [https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/39922\\_003.pdf](https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/39922_003.pdf)

<sup>16</sup> Voir [https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/42994\\_000.pdf](https://www.gallilex.cfwb.be/document/pdf/42994_000.pdf)

<sup>17</sup> L'AVIQ, par le biais de son contrat de gestion (2017-2022), établit que le Conseil de Stratégie et de Prospective ainsi que le Conseil Economique et Social de Wallonie assureront chacun la mission qui leur est confiée respectivement dans le cadre des Décrets du 3 décembre 2015 et du 16 février 2017 modifiant le Décret cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et diverses dispositions relatives à la fonction consultative.

<sup>18</sup> Voir articles 5, alinéa 4, et 5/2, alinéa 5, du CWASS décretaal

<sup>19</sup> Voir article 5/1, § 1er, 1°, du CWASS décretaal

<sup>20</sup> Voir Décret du 15 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission communautaire française et son arrêté d'exécution

<sup>21</sup> Voir article 4 du décret Handistreaming

<sup>22</sup> Voir article 8 du décret handistreaming. La nouvelle législature a eu lieu fin 2019 et un plan a été présenté.

<sup>23</sup> En outre, afin de rencontrer le prescrit de la CDPH, il est prévu, courant 2020, la mise en place d'un groupe d'experts non permanent (article 5, alinéa 4 du CWASS décretaal) composé de représentants des personnes handicapées et de représentants du secteur. Par ailleurs, la déclaration de politique régionale 2019-2024 entend confier la fonction

---

consultative aux trois Comités de branche de l'AVIQ (dont le Comité de branche Handicap), en lieu et place du Conseil de Stratégie et de Prospective. Par conséquent, des ajustements dans les missions des Organes visés seront réalisés courant 2020. Un rapport triennal est également rédigé par l'AVIQ sur l'application du « handistreaming » dans le chef des Organismes d'Intérêt Publics wallons. Le 1er rapport souligne que ce Décret « participe au changement des mentalités et au renforcement transversal des politiques publiques ».

<sup>24</sup> Voir l'arrêté d'exécution du 14 septembre 2017 et l'arrêté de nomination du 21 mars 2018

<sup>25</sup> L'ordonnance du 25 avril 2019 portant des dispositions diverses en matière de santé, d'aide aux personnes et de prestations familiales